

## **Collège d'autorisation et de contrôle**

### **Avis 72/2024**

#### **Avis relatif au respect des engagements et obligations de l'éditeur Animation Média-Picardie ASBL pour le service RQC-Radio Qui Chifel au cours de l'exercice 2023**

L'éditeur Animation Média-Picardie ASBL, inscrit au registre des personnes morales sous le numéro BE0423.419.450, a été autorisé à diffuser, en tant que radio indépendante, le service RQC-Radio Qui Chifel par voie hertzienne terrestre à partir du 11/07/2019.

En date du 13/02/2024, l'éditeur Animation Média-Picardie ASBL a transmis au CSA son rapport annuel relatif à la diffusion du service RQC-Radio Qui Chifel pour l'exercice 2023, en application de l'article 3.1.3-7, §5 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos.

Lors du processus d'autorisation, et sur base des éléments repris dans le dossier de candidature, le Collège a attribué à l'éditeur le profil "Expression" à titre principal.

### **1. Programmes du service RQC-Radio Qui Chifel**

#### **1.1. Nature des programmes**

Selon les informations transmises par l'éditeur, les programmes sont répartis en diverses catégories de la manière suivante :

- 10% Société
- 6% –Talk Show/Divertissement
- 5% Culture
- 5% Informations
- 3% Emissions communautaires
- 2% Emission scientifique
- 69% Musique
- 0% Publicité

La production d'une semaine type est assurée à concurrence de 52 heures dans les conditions du direct et à concurrence de 116 heures par des moyens automatiques (diffusion musicale en continu, voice-tracking, rediffusion, etc.).

## **1.2. Programmes d'information**

L'éditeur déclare avoir diffusé en 2023 des programmes d'information pour un total hebdomadaire de 193,5 minutes. Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur s'engageait à diffuser 490 minutes de programmes d'information par semaine. L'engagement n'est pas rencontré.

Interrogé au sujet de cette différence, l'éditeur reconnaît rencontrer des difficultés à respecter cet engagement. Malgré un fort renouvellement au sein de l'équipe associative, les difficultés à maintenir des programmes d'information récurrents persistent, l'éditeur souhaite rechercher avec le CSA les moyens de remédier à son manquement.

Pour cet exercice, l'éditeur n'a pas recouru aux services d'un journaliste professionnel accrédité.

L'éditeur dispose d'un règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information. Il a adhéré à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

## **2. Engagements de l'éditeur en matière de programmation**

L'article 4.2.3-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos prévoit que tout éditeur d'un service de média sonore autorisé à diffuser par la voie hertzienne terrestre analogique et numérique est tenu de veiller à la promotion culturelle, et sauf dérogation, d'assurer un minimum de 70% de production propre, de diffuser ses programmes en langue française, d'assurer dans sa programmation musicale un minimum de 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6% d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle. Parmi ces 6%, au moins  $\frac{3}{4}$  des œuvres doivent être diffusées entre 6h et 22h. Ce taux de 6% devra croître graduellement et chaque année à compter de l'entrée en vigueur du décret pour atteindre 10% pour les radios en réseau et 8% pour les radios indépendantes à l'horizon 2026.

Lors de leur demande d'autorisation, les éditeurs ont été amenés à prendre leurs propres engagements en ces matières. Ces engagements peuvent être supérieurs aux seuils légaux. C'est sur ces engagements que porte le contrôle annuel.

### **2.1. Promotion culturelle**

Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur annonçait assurer une durée de 505 minutes de promotion culturelle au sein de sa programmation. En 2023, selon l'analyse des informations déclarées dans son rapport annuel, l'éditeur a réalisé une moyenne de 776 minutes de promotion culturelle hebdomadaire. L'éditeur rencontre son engagement.

### **2.2. Production propre**

L'éditeur s'est engagé à réaliser 94,20% de son programme en production propre. Pour l'exercice 2023, il déclare que la proportion globale de production propre a été de 92,32%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 92,32%. L'éditeur ne rencontre pas son engagement.

Etant donnée la faible différence par rapport à l'engagement, l'engagement est considéré comme étant rencontré.

### **2.3. Programmes en langue française**

L'éditeur s'est engagé à réaliser 82,6% de son programme en langue française. Pour l'exercice 2023, il déclare que la proportion globale de langue française a été de 95%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 88,16%. L'éditeur rencontre son engagement.

### **2.4. Diffusion musicale sur des textes en langue française**

L'éditeur s'est engagé à diffuser 30,00% de musique chantée sur des textes en langue française. Sur l'ensemble de l'exercice 2023, il déclare que la proportion de musique en langue française a été de 25,09% de la musique chantée. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 25,09% de musique avec des paroles francophones. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 24,78%. L'éditeur ne rencontre pas son engagement.

Interrogé au sujet de cette différence, l'éditeur déclare rencontrer des difficultés à remplir son engagement en raison de l'évolution progressive de sa programmation musicale reflétant les arrivées et les départs de bénévoles ayant des intérêts musicaux différents. L'éditeur déclare souhaiter introduire une demande de révision d'engagement.

### **2.5. Diffusion musicale d'œuvres de la Communauté française**

Lors de son autorisation, l'éditeur s'est engagé à diffuser 6,00% dont au moins 4,50% entre 6 heures et 22 heures d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Sur l'ensemble de l'exercice 2023, il déclare que la proportion globale de musique de la Communauté française a été de 12,82% et de 11,35% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 12,82% et 11,35% respectivement pour ce critère. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 12,09% et à 9,16% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. L'éditeur rencontre son engagement.

### **3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle**

Comme il a été rappelé, le présent avis porte non seulement sur la manière dont l'éditeur Animation Média-Picardie ASBL a respecté ses obligations légales pour l'exercice 2023, mais aussi sur la manière dont il a rempli les engagements qu'il a volontairement pris dans son dossier de candidature, et qui ont amené le Collège à autoriser le service RQC-Radio Qui Chifel plutôt que d'autres candidats.

Le Collège conclut qu'au cours de l'exercice 2023, l'éditeur a respecté ses obligations en matière de règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information et d'adhésion à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

Sur base des déclarations et informations consignées dans son rapport annuel, l'éditeur Animation Média-Picardie ASBL a également respecté ses engagements en matière de promotion des événements culturels, de production propre, de diffusion en langue française et de diffusion d'œuvres musicales émanant de la Communauté française.

En matière de programmes d'information, le Collège constate un manquement par rapport à l'article 3.1.3-3, § 2, 5° du décret du 4 février 2021 en vertu duquel l'éditeur de services a pris un engagement de diffusion de programmes d'information a minima. Toutefois, dans la mesure où un tel manquement n'a pas été constaté lors du précédent contrôle annuel, le Collège décide de ne pas notifier de grief et encourage l'éditeur à poursuivre son effort pour atteindre son objectif et y sera particulièrement attentif lors des prochains contrôles.

En matière de diffusion d'œuvres musicales, le Collège constate une différence par rapport aux engagements pris par l'éditeur dans le cadre de l'article 4.2.3-1, alinéa 1er, 4° relatif à l'obligation de diffuser annuellement un minimum de 30% d'œuvres musicales de langue française. Considérant que l'éditeur n'a aucun précédent en la matière, le Collège décide de ne pas notifier de grief pour cet exercice mais veillera au respect de cet engagement (ou de l'engagement revu) lors du prochain contrôle.

Fait à Bruxelles, le 13 juin 2024.